

EPERNON

Document d'information communal sur les risques majeurs

(D.I.C.R.I.M)

1/ Présentation du DICRIM

2/ Le rôle du maire

3/ Le risque inondation

4/ Le risque du transport des matières dangereuses (TMD)

5/ Le risque effondrement

6/ Le risque de tempête

1/ PRESENTATION DU DICRIM



EPERNON

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ PUBLIQUE

Document d'information communal sur les risques majeurs (D.I.C.R.I.M.)

Lieu de mise en consultation du DICRIM : MAIRIE

Service urbanisme - Rez-de-Chaussée

8, Rue du Général Leclerc

28230 EPERNON

Tél : 02-37-83-40-67

EDITORIAL

Ce document d'information communal sur les risques majeurs a été élaboré, afin d'énoncer les mesures préventives en cas de catastrophes majeures affectant la population et la Commune de EPERNON.

Le présent document, s'appuyant sur le dossier départemental sur le risque majeur (D.D.R.M.) de septembre 2006 réunit les informations nécessaires à la mise en œuvre de l'information préventive dans la Commune de EPERNON.

Risques répertoriés sur la Commune de EPERNON :

- ☐ Un risque naturel : le risque inondation,
- ☐ Un risque technologique : le risque de transport de matières dangereuses (TMD),
- ☐ Un risque d'effondrement de terrain,
- ☐ Un risque de tempête.

Si EPERNON, compte tenu des travaux réalisés afin de réguler les crues de la Guesle, la Drouette et la Guéville, présente peu de dangers permanents, il n'en demeure pas moins, comme partout ailleurs, qu'un risque lié à un événement exceptionnel, climatique ou technologique, par exemple, demeure et le risque "zéro" n'existe pas.

Le présent document vous informe sur les dangers potentiels qui existent sur la commune d'Epernon et sur la conduite à tenir en cas d'accident. Le citoyen a le droit à l'information sur les risques qu'il encourt en certains points du territoire sparmonien et sur les mesures de sauvegarde pour s'en protéger» (loi n° 87.565 du 22 juillet 1987).

INTRODUCTION

I – DEFINITION DU RISQUE MAJEUR

Le risque majeur résulte d'un événement potentiellement dangereux se produisant sur une zone où des enjeux humains, économiques et environnementaux peuvent être atteints.

Deux critères caractérisent le risque majeur :

- une faible fréquence : on pourrait être tenté de l'oublier et de ne pas se préparer à sa survenue,
- une importante gravité : nombreuses victimes, lourds dommages aux biens et à l'environnement.

On distingue deux grandes catégories de risques majeurs :

- les risques naturels : inondation, tempête, feu de forêt, avalanche, séisme, mouvement de terrain, cyclone, éruption volcanique.
- les risques technologiques : risque industriel, transport de matières dangereuses, rupture de barrage, risque nucléaire.

La Commune de EPERNON est concernée par :

- des risques naturels : inondation, tempête, effondrement,
- un risque technologique : le transport des matières dangereuses.

II – L'INFORMATION PREVENTIVE

Face aux risques recensés sur la Commune et afin d'assurer à la population un maximum de sécurité, il est nécessaire de développer une information préventive. Elle est instaurée en FRANCE par l'article 12 de la loi du 22 juillet 1987 : "le citoyen a le droit à l'information sur les risques qu'il encourt en certains points du territoire et sur les mesures de sauvegarde pour s'en protéger". Son but est de sensibiliser la population aux risques existants et de l'informer des mesures à prendre et de la conduite à tenir en cas d'accident.

Le présent dossier, intitulé D.I.C.R.I.M. s'inscrit dans cette démarche de prévention. Tout citoyen peut consulter le D.I.C.R.I.M. tenu à disposition en Mairie.

LES RISQUES SUR LA COMMUNE DE EPERNON

- ☐ Un risque naturel : le risque inondation,
- ☐ Un risque technologique : le risque de transport de matières dangereuses (TMD),
- ☐ Un risque d'effondrement de terrain,
- ☐ Un risque de tempête.

L'ALERTE DES POPULATIONS

I – LES SIRENES

Le réseau d'alerte est composé d'une sirène, située sur la maison des Arcades place Aristide BRIAND. Pour vérifier le bon fonctionnement de la sirène, il est procédé à un essai le premier mercredi de chaque mois à midi.

II – L'ALERTE

L'alerte est la diffusion d'un signal sonore annonçant un danger immédiat qui permet à chacun de prendre des mesures de protection. Certains risques sont annoncés par un signal d'alerte donné par la sirène : nuage toxique, pollution atmosphérique... L'alerte est ensuite confirmée par la radio.

Début d'alerte : 3 séquences d'une minute, séparées par un silence. Le son est modulé, montant et descendant.

Fin d'alerte : Il n'y a plus de danger : la sirène émet un signal continu de 30 secondes.

III – QUE FAIRE EN CAS D'ALERTE ?

Le signal ne renseigne pas sur la nature du danger. Il est donc nécessaire d'observer rapidement quelques consignes de sécurité.

Dès que vous entendez le signal de la sirène :

- Confiner-vous dans un local de préférence sans fenêtre en calfeutrant soigneusement les ouvertures - - Arrêtez la climatisation et le chauffage.
- Ecoutez la radio (fréquence locale), vous recevrez des informations sur le risque et les consignes à suivre.
- Ne fumez pas, libérer les lignes téléphoniques pour les secours.
- Ne sortez qu'en fin d'alerte ou sur ordre d'évacuation.

2/ ROLE DU MAIRE



A/ DICRIM

Conformément à l'**article R125-11 du code de l'environnement**, le maire doit établir un document d'information communal sur les risques majeurs.

Ce dernier reprend les informations transmises par le préfet, et précise :

- * les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde. Ces mesures comprennent, en tant que de besoin, les consignes de sécurité devant être mises en œuvre en cas de réalisation du risque,
- * les actions de prévention, de protection ou de sauvegarde intéressant la commune,
- * les événements et accidents significatifs à l'échelle de la commune,
- * éventuellement les dispositions spécifiques dans le cadre du plan local d'urbanisme soumis au régime juridique du PLU en application de la loi SRU du 13 décembre 2000.
- * les cartes délimitant les sites où sont situées des cavités souterraines ou des marnières susceptibles de provoquer l'effondrement du sol élaborées en application de l'**article L563-6 du code de l'environnement**.

Le maire fait connaître l'existence du DICRIM par un avis affiché en mairie pendant la durée minimale de deux mois. Le DICRIM comme les documents mentionnés à l'article R125-10 sont consultables librement en mairie.

B/ information acquéreur locataire

Conformément à l'**article R125-24 du code de l'environnement**, le maire concerné par cette obligation doit organiser dans sa mairie la consultation des documents de référence et du dossier transmis par le préfet avec l'arrêté préfectoral conformément à l'**article R125-25 du code de l'environnement**, les arrêtés sont affichés en mairie.

C/ REUNION D'INFORMATION PUBLIQUE

Dans les communes où un plan de prévention des risques naturels prévisibles a été prescrit ou approuvé, le maire en application de l'article L. 125-2 du code de l'environnement, doit informer par des réunions publiques ou tout autre moyen approprié ses administrés au moins une fois tous les deux ans.

En présence de cavités souterraines ou de marnières dont l'effondrement est susceptible de porter atteinte aux personnes ou aux biens (article L. 563-6 du code de l'environnement), le maire doit en dresser la carte communale et l'inclure dans le DICRIM.

Le **décret n° 2005-233 du 14 mars 2005** précise les règles d'apposition de repères des plus hautes eaux connues et l'inscription dans le DICRIM de la liste et de l'implantation de ces repères de crue.

Dans la zone d'application d'un plan particulier d'intervention (PPI), le maire doit distribuer les brochures d'information aux personnes résidant dans cette zone ou susceptibles d'y être affectées par une situation d'urgence.

D/ AFFICHAGE ET CONSIGNES DE SECURITE

Le maire doit arrêter les modalités d'affichage des risques et consignes, conformément à l'article R 125-14 et de l'arrêté du 9 février 2005. Une affiche particulière reprenant les consignes spécifiques définies par la personne responsable, propriétaire ou exploitant des locaux et terrains concernés, peut être juxtaposée à l'affiche communale. Les affiches sont conformes aux modèles fournis en annexe de l'arrêté du 9 février 2005.

Conformément à l'article R125-13 du code de l'environnement, les consignes de sécurité figurant dans le DICRIM et celles éventuellement fixées par les exploitants ou les propriétaires des locaux mentionnés à l'article R125-14 sont portées à la connaissance du citoyen par voie d'affiche.

Le maire peut imposer cet affichage dans :

- * les locaux dont le nombre d'occupants dépasse 50 personnes (établissements recevant du public, immeubles d'activité commerciale, agricole ou de service, etc),

- * les immeubles regroupant plus de 15 logements. Il est obligatoire dans les terrains aménagés de camping ou de stationnement de caravanes regroupant plus de 50 personnes sous tentes, ou de 15 tentes ou caravanes à la fois.

Le maire en organise les modalités et en surveille l'exécution.

Le document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM)

Conformément au décret du 11 octobre 1990, il recense les mesures de sauvegarde répondant aux risques naturels et technologiques majeurs sur le territoire de la commune.

a) définition :

L'article L2211-1 du C.G.C.T. impose au maire des responsabilités en matière de police administrative, qui incluent la sécurité. Par ailleurs, le décret 90-918 du 11 octobre 1990 introduit le document d'information communal sur les risques majeurs : DICRIM, dont la responsabilité revient au maire : « Le maire établit un document d'information qui recense les mesures de sauvegarde répondant au risque sur le territoire de la commune notamment les mesures qu'il a prises en vertu de ses pouvoirs de police (...) ».

b) le contenu : contient quatre grands types d'informations

Il contient les données locales, départementales et nationales nécessaires à l'information des citoyens au titre du droit à l'information. Elaboré à partir des informations disponibles transmises par le représentant de l'Etat dans le département (le Préfet), le **DICRIM** contient quatre grands types d'informations :

La connaissance des risques naturels et technologiques dans la commune,

Les mesures prises par la commune, avec des exemples de réalisation,

Les mesures de sauvegarde à respecter en cas de danger ou d'alerte,

Le plan d'affichage de ces consignes : le maire définit le plan d'affichage réglementaire dans la commune, dans les locaux et terrains mentionnés dans le décret, selon l'arrêté du 27 mai 2003 relatif à l'affichage des consignes de sécurité devant être portées à la connaissance du public. Le plan figure dans le DICRIM. Les propriétaires ou exploitants des locaux et terrains concernés par l'information doivent assurer, eux-mêmes, l'affichage ainsi que toutes informations que le Maire peut juger utiles pour le citoyen ou les documents ayant été utilisés ou à venir lors de campagnes de communication (affiches, dépliants, brochures...),

La forme du document retenue par le maire lui est propre : il n'y a pas lieu à définir a priori les aspects graphiques du document.

c) la rédaction :

Le maire avec son conseil municipal, appuyé par les services techniques de la commune rédige le document. Le cas échéant, un prestataire privé ou les services déconcentrés de l'Etat mis à disposition peuvent être sollicités.

Il peut s'adresser aux membres de la commission départementale des risques naturels majeurs qui peuvent le conseiller tant sur le contenu que sur la forme. Le DICRIM est établi par le maire à partir de la connaissance existante au jour de la réalisation du document. Cette connaissance peut provenir de plusieurs sources :

Les différents plans et études décidés par l'Etat et ses services déconcentrés,

Les décrets sur le zonage sismique de la France et les communes soumises à risque volcanique,

Les plans de prévention des risques naturels et technologiques,

Les plans particuliers d'intervention,

Les plans de secours spécialisés,

Les arrêtés préfectoraux concernés (risque feu de forêt ou risque particulier),

Les atlas de zones inondables,

Les cartes de localisation des phénomènes avalancheux

Les divers inventaires menés par les établissements publics compétents (BRGM),

Des mesures de prévention existantes (annonce de crues), des connaissances locales (mémoire du risque).

d) les objectifs :

L'objectif de l'information préventive est de rendre le citoyen conscient des risques majeurs auxquels il peut être exposé. Informé sur les phénomènes, leurs conséquences et les mesures pour s'en protéger et en réduire les dommages, il sera ainsi moins vulnérable

e) la consultation du document :

Le DICRIM est librement accessible par toute personne en mairie. La consultation ne fait l'objet d'aucune justification ni de redevance de la part de la commune.

f) l' utilité :

Plusieurs exploitations sont possibles :

Plaquettes

Réunions publiques

Visites d'usine,

Actions presse : articles, interviews,

formation d'enseignants et interventions en milieu scolaire...

g) le financement :

L'élaboration du DICRIM est financé par la commune

h) définition :

Le DICRIM, par définition, traite d'une commune et repose pour partie sur les pouvoirs de police du maire, qu'il ne peut déléguer. Cependant, l'analyse préalable peut être effectuée à une échelle intercommunale, la plupart des documents utilisés (PPR, PPI) traitant généralement un bassin de risque. Des économies d'échelles sont alors possibles. Les différentes informations permettent de dresser un panorama des phénomènes recensés sur la commune et susceptibles d'entraîner des dommages. Elles déterminent les zones à risque, qui doivent être cartographiées dans le document final à la fois sous forme d'une carte par risque et d'une carte générale.

Le maire établit ensuite un inventaire des enjeux susceptibles d'être menacés en particuliers. Les établissements recevant du public (ERP) : maisons de retraite, établissements scolaires, hôpitaux ou

cliniques, grandes surfaces, les bâtiments nécessaires à la gestion de la crise (centres de secours, gendarmeries,...). Ensuite, le maire recense les mesures de prévention existante :

Prise en compte du risque dans l'urbanisme (PPR ou PLU), plans particuliers de mise en sûreté, annonce de crue, plan communal de sauvegarde. Enfin, le document rappelle les consignes de comportement à adopter en cas de crise et signale les mesures de prévention accessibles aux particuliers : respect du règlement des PPR et des normes constructives, stockage des éléments précieux hors des zones à risques ou, dans le cas d'une maison, hors des niveaux menacés, préparation de batardeaux, ancrage au sol des cuves à mazout, installation du compteur électrique au-dessus niveau d'eau prévisible.

h) la consultation :

Le dicrim est disponible en mairie.

L'affichage du risque doit être réalisé dans les campings situés en zone à risques et peut être imposé dans les bâtiments recevant plus de 50 personnes ou dans les immeubles d'habitation de plus de 15 logements. Il peut être apposé d'un commun accord entre le maire et le propriétaire ou le gestionnaire de l'immeuble.

Les réponses aux questions ci-dessous représentent la base de l'information du maire aux habitants, permanents ou temporaires, de la commune. Ces questions sont aussi celles que chacun, particulier ou chef d'entreprise, responsable d'établissement recevant du public ou parent, doit se poser pour assurer sa propre protection en cas de crise. La dernière partie, « **Que dois-je faire pour limiter les conséquences du risque ?** », montre l'importance du partage du constat sur les risques entre les autorités et les habitants : le succès de la politique de prévention des risques naturels sera nécessairement une réussite commune à tous les acteurs, ce qui suppose également la prise de conscience, par les particuliers, de leur capacité à réduire leur propre vulnérabilité.

Quel est le risque dans la commune ?

- Quelles catastrophes ont eu lieu dans le passé ? Combien d'arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ?
- Evaluer le risque : rappel des documents existants recensant les aléas (PPR et PPI, mais également AZI, CLPA, carte des marnières, BD BRGM...), descriptions des types de risques (inondation lente, rapide, torrentielle, pluviale ?), descriptions des principaux enjeux.
- **Où s'informer ?** Organiser la consultation des principaux documents (bureau chargé de la mise à disposition, placard répertorié dans le cas de communes sans services techniques, internet...)

Que font les pouvoirs publics pour gérer le risque ?

- PPR & PPI, décrets (prescriptions parasismiques), arrêtés préfectoraux (feu de forêt), décisions d'urbanisme prises par le maire.
- Pour les petites communes, rappeler que les moyens de secours sont évidemment moins développés mais que les services d'intervention et de secours activés par le préfet sont là pour aider la commune et ses habitants à faire face.
- Existence d'une annonce de crue ? Etat du système d'alerte sur la commune ? Qui le gère (Etat ? Autre ?)
- Comment s'organise la commune en temps de crise ? Existe-t-il un plan communal de sauvegarde ? Existe-t-il un plan d'évacuation et de secours ? Qui m'alerte ? Dois-je évacuer ? Par où ? Vers où ? Qui surveillera ma maison ? Qui m'informe de la fin de l'alerte ?
- Existe-t-il un plan d'affichage ? Si oui, citer les décisions d'affichage.

Quelle information pour les nouveaux arrivants ? Quelle information pour les habitants non permanents ? Pour les touristes étrangers ?

Que dois-je faire pour limiter les conséquences du risque ?

- Est-ce que je connais les mesures de sauvegarde en cas d'alerte ?

Comment puis-je aménager ma maison ou mon entreprise pour limiter mes dommages ?

3/ RISQUE INONDATION



EPERNON

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ PUBLIQUE

Document d'information communal sur les risques majeurs (D.I.C.R.I.M.)

Lieu de mise en consultation du DICRIM :

Service urbanisme
Rez-de-Chaussée
8, Rue du Général Leclerc
28230 EPERNON
Tél : 02-37-83-40-67

LES RISQUES SUR LA COMMUNE DE EPERNON

Risque naturel : le risque inondation

I - DEFINITION GENERALE DU RISQUE INONDATION ET DES DIFFERENTES MANIFESTATIONS

1/ Qu'est-ce qu'une inondation ?

Une inondation est une submersion plus ou moins rapide d'une zone, avec des hauteurs d'eau variables. Elle peut être due à une augmentation du débit d'un cours d'eau, provoquée par des pluies importantes et durables ou à une tempête associée à de fortes précipitations.

2/ Comment peut-elle se manifester à Epernon ?

Elle peut se traduire à EPERNON par une inondation de type plaine :

le débordement de la Drouette, de la Guesle ou de la Guéville sortant de leur lit,
une remontée de la nappe phréatique,
une stagnation des eaux pluviales,

Un ruissellement en secteur urbain lors de pluies de forte intensité due à une saturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales et/ou usées.

L'ampleur de l'inondation est fonction de :

l'intensité et la durée des précipitations,
la surface et la pente du bassin versant,
la couverture végétale et la capacité d'absorption du sol,
la présence d'obstacles à la circulation des eaux.

II - QUELS SONT LES RISQUES D'INONDATION SUR LA COMMUNE DE EPERNON ?

Il s'agit d'un aléa de type inondation de plaine, causé par les crues de la Drouette, recevant comme affluents les ruisseaux de la Guéville et de la Guesle.

Par exemple en 1995 les secteurs suivants ont été touchés :

- Rue de Crochet,
- Rue de Cady – Rue du Grand Pont.

A partir des différentes études menées la carte des zones où il convient de faire l'information des populations sur les risques majeurs a été établie.

La carte de l'aléa risque d'inondation figure en annexe du présent document.

A noter, dans ces zones, les points suivants particulièrement sensibles :

Le centre culturel «Les Prairiales »,
Voirie de la commune,
Station d'épuration (ruelle des Prés),
La prairie,
La peupleraie,
Les ruelles.

4/ LE RISQUE DU TRANSPORT DES MATIERES DANGEREUSES



EPERNON

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ PUBLIQUE

Document d'information communal sur les risques majeurs (D.I.C.R.I.M.)

Lieu de mise en consultation du DICRIM :

Service urbanisme - Rez-de-Chaussée

8, Rue du Général Leclerc

28230 EPERNON

Tél : 02-37-83-40-67

LES RISQUES SUR LA COMMUNE D'EPERNON

Risque technologique : le risque de transport de matières dangereuses (T.M.D. en abrégé)

De nombreuses activités sont pratiquées en zone industrielle, de la mécanique à la chimie, la pharmacie en passant par la recherche, l'informatique et encore l'électronique de pointe.

I – DEFINITION GENERALE DU RISQUE DE TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES (T.M.D.) ET SES DIFFERENTES MANIFESTATIONS

1/ Qu'est-ce que le risque de transport de matières dangereuses ?

Le risque de transport de matières dangereuses est consécutif à un accident se produisant lors du transport par voie routière, ferroviaire, aérienne, maritime, fluviale ou par canalisation de matières dangereuses. Il peut entraîner des conséquences graves pour la population, les biens et l'environnement.

Les produits dangereux sont nombreux. Ils peuvent être inflammables, toxiques, explosifs ou corrosifs.

2/ Comment se manifeste-t-il ?

Il peut se traduire par :

* une explosion occasionnée par un choc avec étincelles, par le mélange de produits avec des risques de traumatismes directs ou liés à l'onde de choc,

un incendie à la suite d'un choc, d'un échauffement, d'une fuite... avec des risques de brûlures et d'asphyxie,

* une dispersion dans l'air, l'eau et en particulier dans les égouts ou sur le sol de produits dangereux avec risque d'intoxication par inhalation, par ingestion ou par contact.

Ces possibilités peuvent évidemment être cumulables et rendre ainsi l'accident encore plus grave.

II – QUELS SONT LES RISQUES DE TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES POUR LA POPULATION D'EPERNON ?

Le territoire de la Commune d'Epernon est traversé par un flux de transports de matières dangereuses. Il s'agit essentiellement d'un flux de transit. Celui-ci s'effectue par :

- voie ferrée : la ligne LE MANS / PARIS et PARIS / LE MANS avec le transport de matières dangereuses par rails concerne des matières explosives, des matières dangereuses inflammables, toxiques ou encore de gaz ;

- voies routières : les principales voies et axes utilisés pour le transport de matières dangereuses sont essentiellement les routes desservant la zone industrielle

1/ Mesures de prévention

Une réglementation rigoureuse existe :

- pour le conditionnement des produits,
- pour l'équipement des véhicules de transport,
- pour l'affichage informatif sur les matières transportées et la définition du risque encouru,
- pour la formation des chauffeurs,
- pour les conditions de conduite,
- pour l'agrément et la certification des entreprises assurant le transport.

2/ Mesures de protection

Si un accident impliquant des matières dangereuses survenait, la population serait alertée par les services municipaux, les sapeurs-pompiers et/ou par la Gendarmerie Nationale (soit par téléphone soit par le porte à porte soit au moyen de porte-voix).

Si une évacuation de la population concernée était décidée, les points de regroupement et d'hébergement suivants sont prévus :

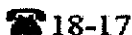
Ecole Louis Drouet, Gymnase du Complexe Sportif, l'espace culturel des Prairiales, le Tennis des Bouleaux.

- IV – Les consignes de sécurité : prévoir les gestes essentiels



Avant

Connaître les risques et les consignes : dès l'alerte, confinez-vous et écoutez la radio,

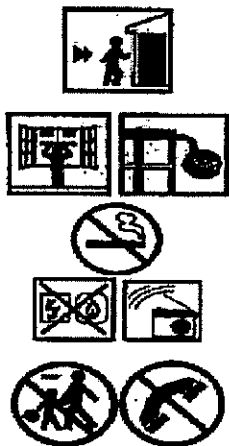


Pendant

Si vous êtes témoin de l'accident : donner l'alerte (Sapeurs-Pompiers tél. : 18 ; Police ou Gendarmerie tél. : 17) en précisant le lieu, la nature du moyen de transport, le nombre approximatif de victimes, le numéro du produit et le code danger (panneau orange positionné à l'avant et à l'arrière du véhicule), la nature du sinistre,
Rejoindre le bâtiment le plus proche : se mettre à l'abri dans un bâtiment (confinement) ou quitter rapidement la zone (éloignement) si l'ordre en est donné,
Si le nuage toxique vient vers vous et si vous ne trouvez pas de bâtiment à proximité, fuir selon un axe perpendiculaire au vent,
Se confiner, boucher toutes les entrées d'air (portes, fenêtres, aérations, cheminées...), arrêter la ventilation, s'éloigner des portes et des fenêtres, se rapprocher d'un point d'eau,
Ne pas fumer,
Couper le gaz et l'électricité,
Écouter la radio pour connaître les consignes à suivre (prévoir un transistor à piles)
Ne pas tenter de rejoindre vos proches ou d'aller chercher vos enfants à l'école. Ils y sont protégés et les enseignants s'occupent d'eux,
Ne pas téléphoner : libérer les lignes pour les secours,
S'il y a des victimes, ne pas les déplacer, sauf en cas d'incendie,
Se laver en cas d'irritation et si possible se changer,
Ne sortir qu'en fin d'alerte ou sur ordre d'évacuation,

Dès la fin de l'alerte

Aérer le local de confinement.



5/ LE RISQUE EFFONDREMENT



EPERNON

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ PUBLIQUE

Document d'information communal sur les risques majeurs (D.I.C.R.I.M.)

Lieu de mise en consultation du DICRIM :

Service urbanisme - Rez-de-Chaussée
8 , Rue du Général Leclerc
28230 EPERNON
Tél : 02-37-83-40-67

LES RISQUES SUR LA COMMUNE DE EPERNON

Risque naturel : le risque affaissement, effondrement de terrains, fontis.

I - DEFINITION GENERALE DU RISQUE AFFAISSEMENT OU EFFONDREMENT

1/ Qu'est-ce qu'un affaissement ?

Un affaissement est une déformation souple, sans rupture et progressive de la surface du sol se traduisant par une dépression en forme de cuvette, généralement à fond plat et bords fléchis en « S ». Dimensions : plusieurs hectares et plus de 5 mètres de profondeur. En général, les affaissements sont dus aux carrières souterraines mal remblayées ou recouvertes par des formations géologiques « souples ». Ils causent des désordres aux ouvrages mais ne font pas de victimes en raison de la progressivité du phénomène.

2/ Qu'est-ce qu'un effondrement ?

Un effondrement est un abaissement à la fois violent de la surface pouvant atteindre de quelques mètres carrés plusieurs hectares de surface à plusieurs mètres de profondeur. Il est spécifique des mines, carrières, caves exploitées par chambres et par piliers et peut faire de nombreuses victimes et sinistrés.

3/ Qu'est-ce qu'un fontis ?

Le fontis est le résultat de l'effondrement d'une galerie souterraine, quelle soit d'origine naturelle ou non

II - QUELS SONT LES RISQUES D'AFFAISSEMENT, D'EFFONDREMENT OU DE FONTIS SUR LA COMMUNE DE EPERNON ?

La présence de nombreuses caves souterraines sur plusieurs niveaux est importante.

Un effondrement s'est produit en 2004 à proximité de l'église.

A la fin de l'année 2006, une étude sur la présence de carrières va être réalisée par les archives départementales.

6/ LE RISQUE DE TEMPETE



EPERNON

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ PUBLIQUE

Document d'information communal sur les risques majeurs (D.I.C.R.I.M.)

Lieu de mise en consultation du DICRIM :

Service urbanisme - Rez-de-Chaussée
8, Rue du Général Leclerc
28230 EPERNON
Tél : 02-37-83-40-67

LES RISQUES SUR LA COMMUNE DE EPERNON

Risque naturel : le risque tempête à titre d'information complémentaire.

DEFINITION GENERALE DU RISQUE TEMPETE ET SES DIFFERENTES MANIFESTATIONS

1/ Qu'est ce qu'une tempête ?

Une tempête est une perturbation associée à un centre de basses pressions-atmosphériques et provoquant des vents violents tournant autour de ce centre dépressionnaire.

A l'intérieur des terres, on utilise usuellement le terme tempête lorsque le seuil de 100 km/h est franchi lors de rafales (durant quelques secondes) sur des mâts météorologiques, à 10 m du sol, dégagés de tout bâtiment ou relief susceptible de renforcer ou d'atténuer la vitesse au niveau de l'instrument de mesure.

Les tempêtes peuvent être accompagnées, précédées et suivies de fortes précipitations parfois d'orages.

2/ Comment se manifeste t-elle ?

Elle peut se traduire par :

- * des vents très forts tournant dans le sens contraire des aiguilles d'une montre autour du centre dépressionnaire. Les tempêtes en phase d'intensification sont marquées par des vents violents jusqu'à proximité du minimum de pression atmosphérique, tandis qu'en phase de maturité et de comblement, le vent se calme près du centre et reste très fort à la périphérie. Le phénomène concerne une zone de diamètre de 200 à 900 km mais dans son déplacement rapide des milliers de kilomètres sont touchés en une seule journée ;
- * des pluies abondantes pouvant provoquer des dégâts importants (inondations, coulées de boue, glissements de terrain) ;
- * des chutes d'éléments de construction et d'installations de chantiers provisoires (grues, échafaudages...) ;
- * des chutes d'arbres et de branches qui peuvent rendre les chaussées impraticables et mettre en péril des immeubles ou d'autres infrastructures ;
- * détérioration des réseaux de distribution d'énergie et de communication.

II – QUELS SONT LES RISQUES DE TEMPETE SUR LA COMMUNE ?

L'ensemble du département est exposé au risque tempête. En moyenne et par an, on observe 2 à 3 tempêtes donnant des rafales de vent dépassant les 110 km/h. Les dernières tempêtes ayant provoqué des dégâts importants en Eure et Loir sont :

- la tempête d'automne, la tempête du 26 décembre 1999.

III – MESURES DE PREVENTION ET DE PROTECTION DEJA EN PLACE

1/ Mesures de prévention

Il revient à tout propriétaire de veiller à l'entretien régulier de son patrimoine qu'il s'agisse des bâtiments (en particulier constructions légères ou anciennes et toitures) ou des arbres. Par ailleurs, dans la mesure où il en a connaissance, il appartient au citoyen de signaler en Mairie notamment les constructions présentant des risques de chute de matériaux et les situations susceptibles de porter atteinte à la sécurité publique. La Ville engage les procédures nécessaires pour mettre fin aux situations de péril (immeubles menaçant ruine, exécution d'office...).

Par tempête, la population doit éviter particulièrement toute circulation dans les parcs et jardins de la Ville d'Epervon ainsi que le long des berges pour ne pas tomber dans l'eau suite aux coups de vent, à cause des chutes de branches, d'arbres ou encore d'affaissement des berges de la rivière.

2/ Mesures de protection

METEO FRANCE diffuse des Bulletins Régionaux d'Alerte Météorologique (B.R.A.M.) en direction des services de la Protection Civile. Ces services informent ensuite le Préfet qui transmet l'alerte au Maire, chargé de mettre en œuvre les moyens adéquats. Les services publics, les réseaux EDF/GDF et FRANCE TELECOM prennent alors les mesures nécessaires pour assurer la protection de la population et des biens. Le Préfet n'assure la direction des opérations que si l'ampleur de la situation l'exige.

Ainsi il est important que chacun connaisse la conduite qu'il doit adopter en cas de tempête.

IV – LES CONSIGNES DE SECURITE

Avant

Prévoir:

Rentrer à l'intérieur les objets susceptibles d'être emportés

Gagner un abri en dur

Rentrer le bétail et le matériel

Arrêter les chantiers, rassembler le personnel, mettre les grues en girouette

Vérifier l'état des fermetures et de la toiture

S'informer:

Ecouter les bulletins météo à la radio et les consignes de sauvegarde

Pendant

S'informer

S'informer du niveau d'alerte, des messages météo sur les médias (TV, radio...), des consignes des autorités –

Maîtriser

Se déplacer le moins possible : en voiture rouler lentement

Après

Évaluer les dangers et agir

Réparer ce qui peut l'être sommairement (toiture notamment...) couper branches et arbres qui menacent de s'abattre

Ne pas toucher les câbles tombés à terre



INFORMATION SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS

LEGENDE

direction
départementale de
l'Équipement Eure-et-
Loir



Service de
l'Éducation
Routière et des
Infrastructures
Nationales

Bureau
Environnement
Eau

Le présent document regroupe l'ensemble des zones inondables du département d'Eure et Loir, connues de la direction départementale de l'équipement, cartographiées à l'échelle du 1/10 000^{ème}. Il couvre la totalité du réseau hydrographique et vise donc l'exhaustivité. Il a pour objet de mieux faire connaître le risque d'inondation afin qu'il soit mieux pris en compte dans les projets d'aménagement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires.

Les zones inondables sont représentées avec des couleurs différentes, qui précisent la traduction réglementaire qui en a été faite à la date du premier janvier 1997.

a) En orange

sont représentées les zones inondables définies dans un Plan de Prévention des Risques, issu de la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, ou par un document de même valeur réglementaire (article R 111-3 du code de l'urbanisme, Plan d'Exposition aux Risques, Plan de Surfaces Submersibles). Ces zones sont assorties d'un règlement qui limite l'occupation du sol au regard du risque d'inondation. Ces documents sont consultables en mairie, en préfecture, en sous-préfecture ou à la direction départementale de l'équipement.

b) En bleu

sont représentées les zones inondables qui ont été reportées dans les Plans d'Occupation des Sols. Il convient de se reporter au règlement de ce dernier pour savoir ce qui est autorisé en fonction du risque. Le report de la zone inondable dans le Plan d'Occupation des Sols est désormais systématique. Le règlement du Plan d'Occupation des Sols traduit les principes de gestion du droit des sols en zones inondables tels qu'ils ont été définis par les instructions ministérielles.

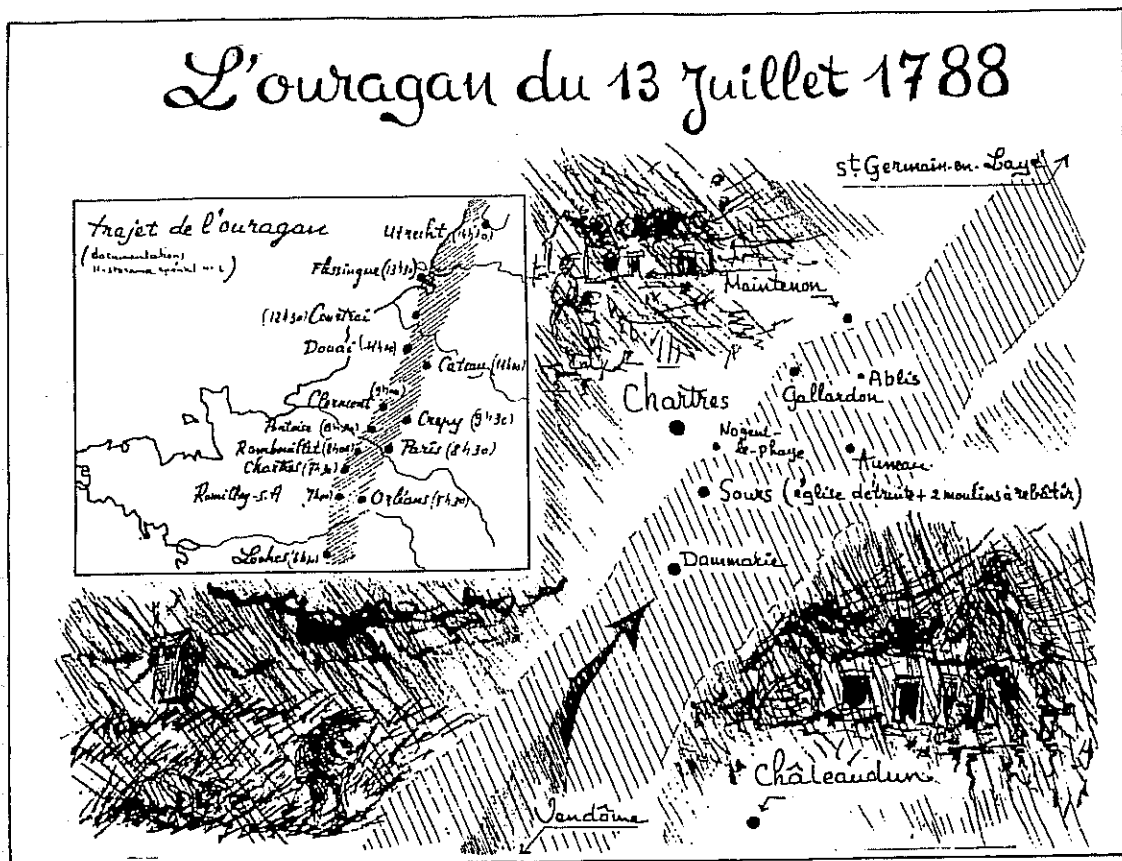
c) En vert

sont représentées les zones inondables qui n'ont été reportées dans aucun document réglementaire. Il n'existe alors aucun règlement particulier propre à cette zone. Il peut toutefois être fait usage de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme pour interdire des travaux mettant en cause la sécurité publique, ainsi que la rubrique 4.1.0 de la nomenclature des opérations soumises à déclaration ou autorisation au titre de la loi sur l'eau.

7/ ANNEXES

FAITS DIVERS

L'ouragan du 13 juillet 1788



nota. 13. une grêle telle que nos climats n'en éprouvent peut être
Jamais a ravagé, le treize du mois de juillet plusieurs
provinces du Royaume dans la seule Election de Chartres
sur l'étendue de 84 paroisses la recoltte a été comme bruy-
sans qu'il en restât presque aucun vestige. Des Eglises, un
grand nombre d'autres Edifices publics, ou d'habitations —
particulières ont été renversés ou endommagés, et ces ravages
étendus avec une fureur presque égale sur cent soixante dix
autres paroisses des Elections de Manteauville, de Dourdan et de
poissy, nous montent au delà de douze millions la perte que
le diocèse de Chartres fait à ce jour.

Raisins

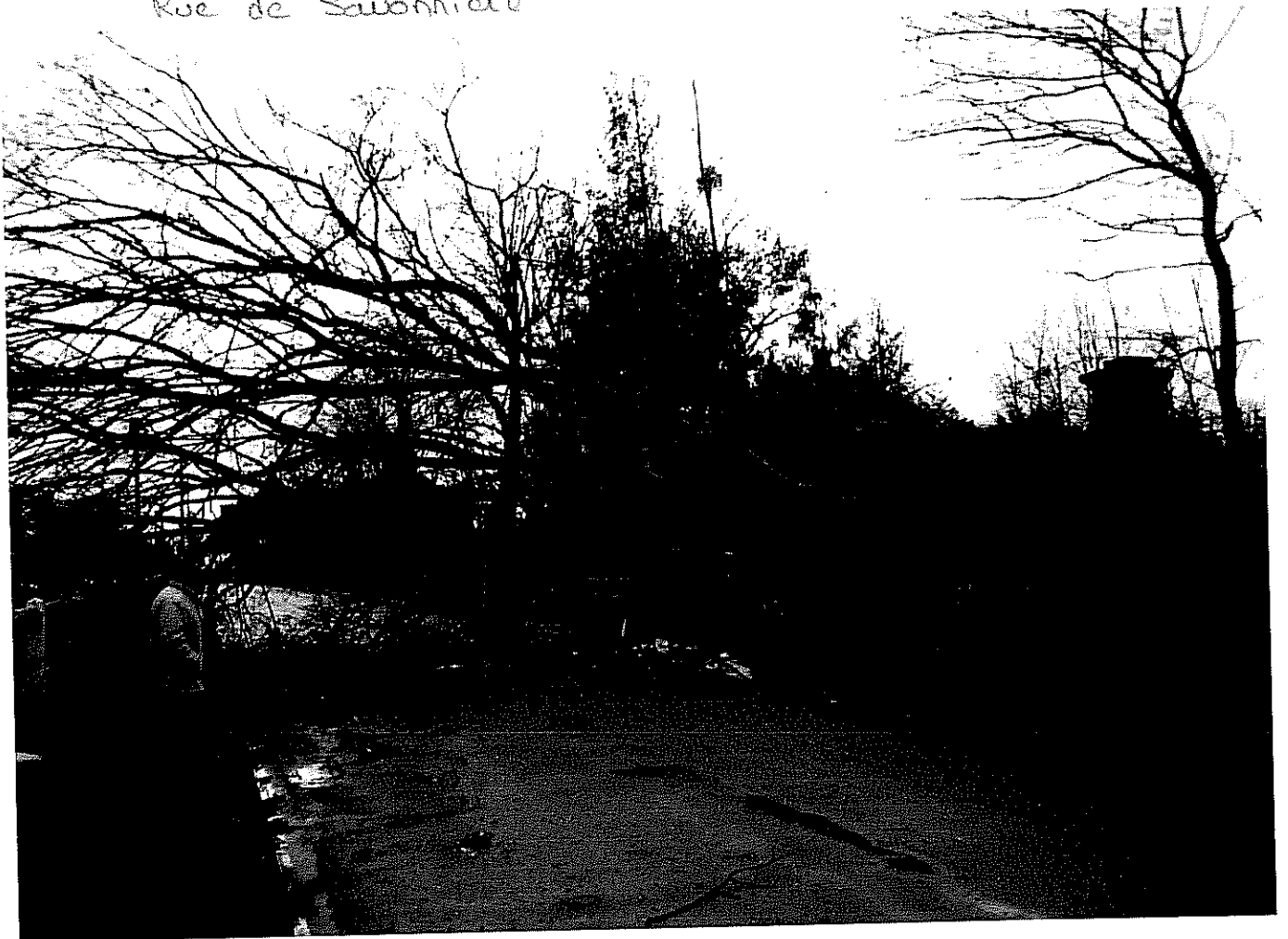
Rue du grand Pont



Parc de la Peupleraie



Rue de Savonnières



Avenue de la prairie



Chemin de la Savonnière





EPERNON

CAVITES SOUTERRAINES

Commune :

N° INSEE :

Contact :

Tel :

E-mail :

Dossier suivi par : M. Rodica

N. Cornette

02.38.64.46.33.

04.91.17.22.94.

n.cornette@brgm.fr

Identification / Localisation

Description

| | | | | | |
|--------------------------------|---|---|-----|------------------------------|--------------------|
| N° Cavité | ... | ... | ... | ... | pour 2 ou 3 ... |
| Type de cavité | ouvrage civil Cave | | | | |
| Nature de la cavité | Cave | | | | |
| Nom de la cavité | | | | | |
| Repérage | Voir carte. | } fait à partir du plan cadastral joint | | | |
| Positionnement sur la carte | | | | | |
| Précision | | | | | |
| Sources de l'information | Ass. Epernon 18 th rimoine | | | | |
| Existence de plans | Non. | | | | |
| Réf. biblio | | | | | |
| Nature du matériau / géologie | Cavité recouvert de pierre de grès | | | | |
| Géométrie | Largeur: 2,50 m longueur: suivant cadastre | hauteur: 2 m | | hauteur: 3 m largeur 5 m. | |
| Surface | < 1000 m ² | | | | |
| Nombre de niveau | de 1 à 3 niveaux | | | | |
| Contexte morphologique d'accès | | | | | |
| Accessibilité | privé | | | | |
| Confortement existant | oui | | | | |
| Usage actuel | Stockage privé | | | | |
| Evènement en surface | / | | | | |
| Occupation du sol | urbanisation dense | | | | |
| Propriétaire | (l'association a pu visiter sous réserve d'auscultat. | | | | |
| Commentaires | Ces caves souterraines, toutes identiques y compris sous le Pieu dit "des perrons" datent du château construit au 9 ^e /10 ^e siècle. Les plus récentes sont identiques | | | | |



INFORMATION SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS

LEGENDE

direction
départementale de
l'Équipement Eure-et-
Loir



Service de
l'Éducation
Routière et des
Infrastructures
Nationales
Bureau
Environnement
Eau

Le présent document regroupe l'ensemble des zones inondables du département d'Eure et Loir, connues de la direction départementale de l'équipement, cartographiées à l'échelle du 1/10 000^{ème}. Il couvre la totalité du réseau hydrographique et vise donc l'exhaustivité. Il a pour objet de mieux faire connaître le risque d'inondation afin qu'il soit mieux pris en compte dans les projets d'aménagement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires.

Les zones inondables sont représentées avec des couleurs différentes, qui précisent la traduction réglementaire qui en a été faite à la date du premier janvier 1997.

a) ~~En orange~~

sont représentées les zones inondables définies dans un Plan de Prévention des Risques, issu de la loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, ou par un document de même valeur réglementaire (article R 111-3 du code de l'urbanisme, Plan d'Exposition aux Risques, Plan de Surfaces Submersibles). Ces zones sont assorties d'un règlement qui limite l'occupation du sol au regard du risque d'inondation. Ces documents sont consultables en mairie, en préfecture, en sous-préfecture ou à la direction départementale de l'équipement.

b) En bleu

sont représentées les zones inondables qui ont été reportées dans les Plans d'Occupation des Sols. Il convient de se reporter au règlement de ce dernier pour savoir ce qui est autorisé en fonction du risque. Le report de la zone inondable dans le Plan d'Occupation des Sols est désormais systématique. Le règlement du Plan d'Occupation des Sols traduit les principes de gestion du droit des sols en zones inondables tels qu'ils ont été définis par les instructions ministérielles.

c) En vert

sont représentées les zones inondables qui n'ont été reportées dans aucun document réglementaire. Il n'existe alors aucun règlement particulier propre à cette zone. Il peut toutefois être fait usage de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme pour interdire des travaux mettant en cause la sécurité publique, ainsi que la rubrique 4.1.0 de la nomenclature des opérations soumises à déclaration ou autorisation au titre de la loi sur l'eau.

17 place de la République
28019 Chartres cedex
téléphone : 02 37 20 40 45
télécopie : 02 37 20 40 49
courriel : SERIN.DDE-28
@equipement.gouv.fr



RUE AUX JUIFS

RUE DU MARCHÉ A L'AVOINE

RUE DROUET

RUE DU MAL CONSEIL

RUE PAUL PAHL

RUE DES FONTAINES

RUE

RUE

Place Amédée Perrand

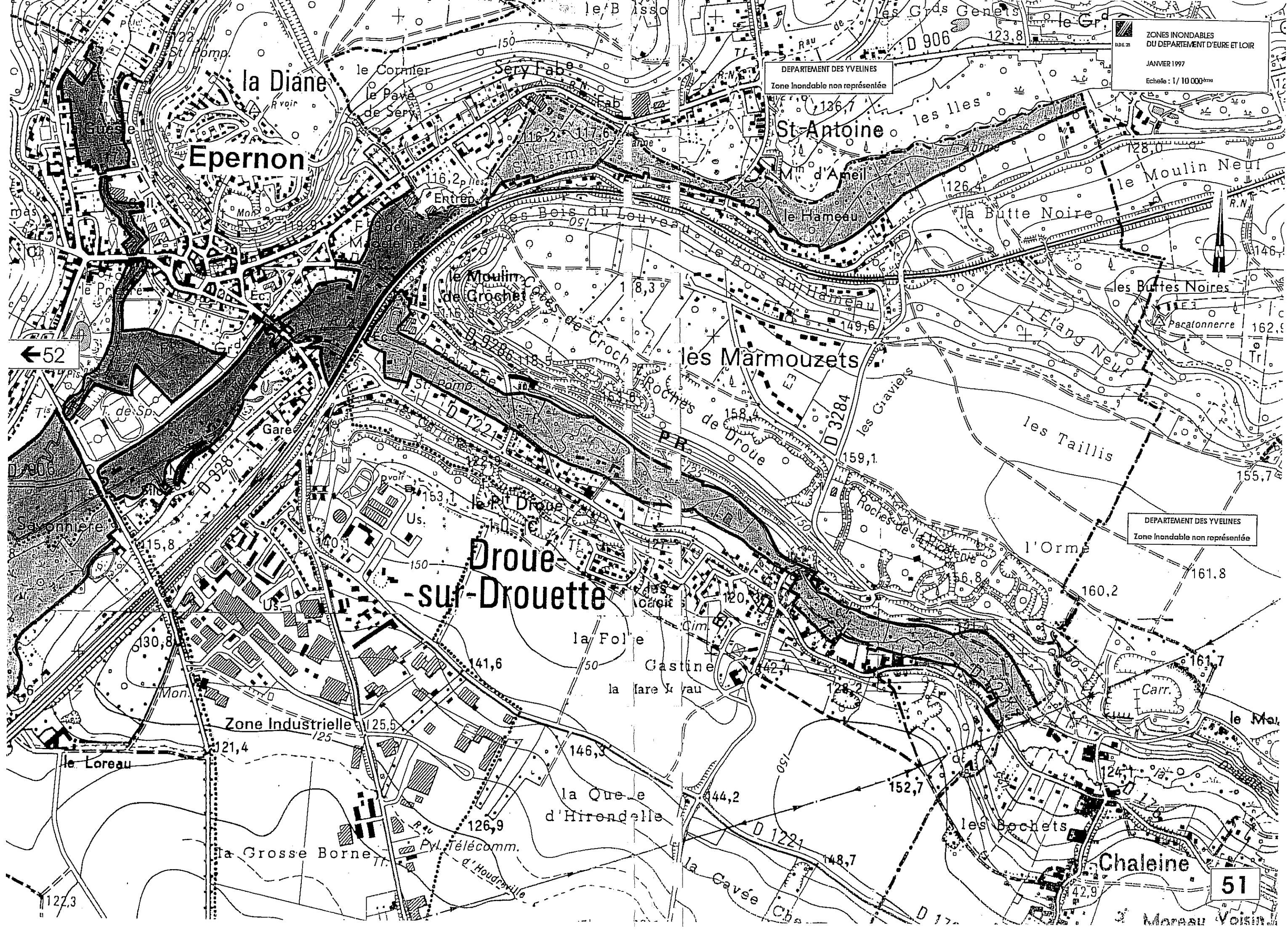
AUE GL LECLERC

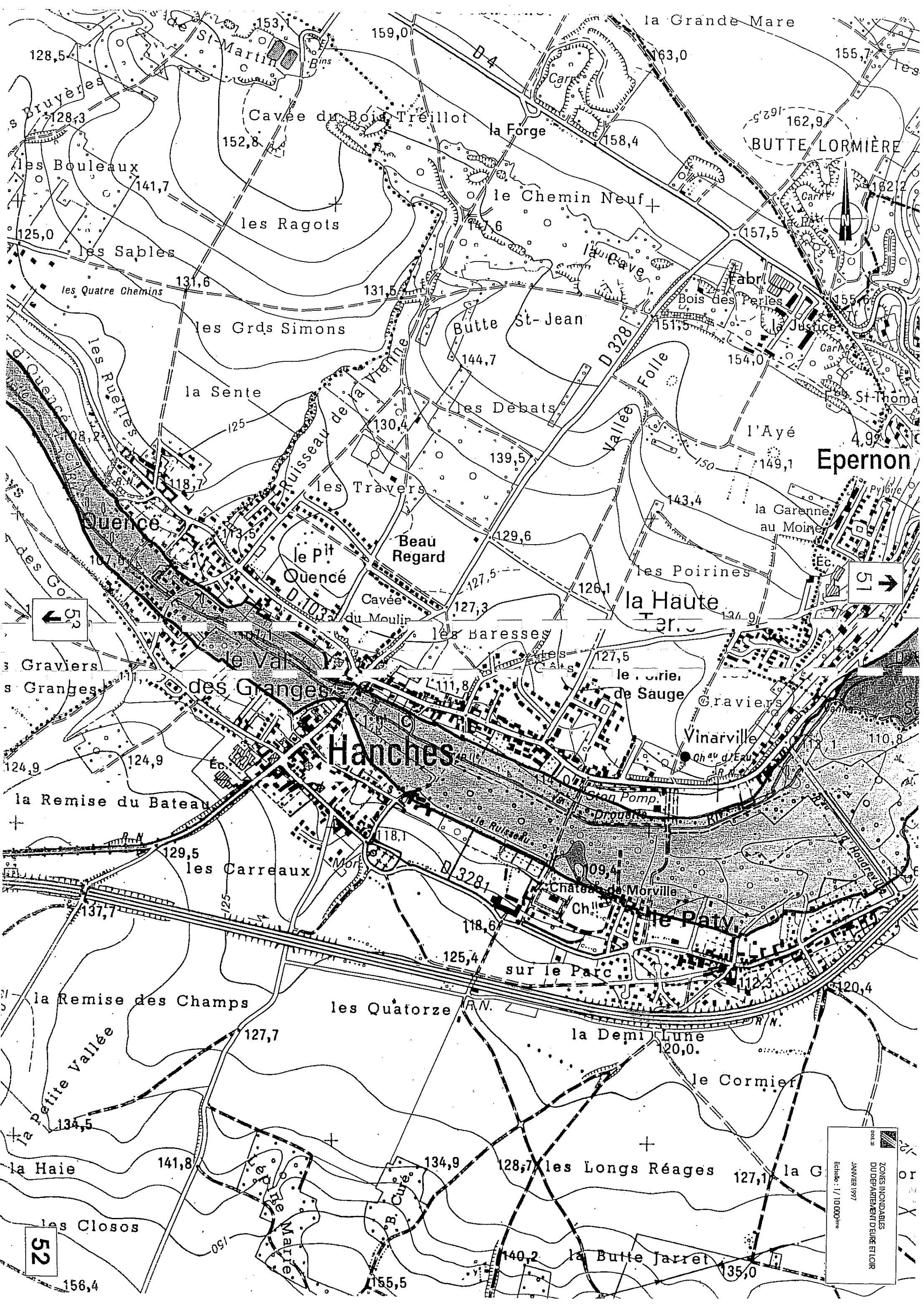
EPERNON PATRIMOINE ET ALENTOURS

■ VISITES DES CAVES ET TUNNELS

RUE DE LA SAVOIERE EPERNON

RUE DE





52

51

52

ZONES INONDABLES
DU DEPARTEMENT D'EURE ET LOIR
JANVIER 1997
Echelle : 1/10 000ème